Mini CV
Arnaud Reygrobellet

Remplir les rubriques suivantes :

- Fonction : Professeur, Université Paris Nanterre
- Discipline(s) : Droit des affaires
- Disciplines enseignées : droit des sociétés (L3 et M2) ; droit du fonds de commerce et des baux commerciaux (M2) ; droit des marchés financiers (M 2) ; droit du financement (M2).
- Thèmes de recherche Droit des sociétés, droit des marchés financiers
- Dernières publications : v. liste ci-après
- Informations complémentaires (responsabilités pédagogiques, administratives, autres fonctions...) : responsable du Master Droit des affaires ; directeur du parcours Droit des structures et des activités des entreprises (DSAE).

Liste des publications sur la période comprise entre le 1^{er} janvier 2018 et le 31 décembre 2023

WARNING !

Il faut veiller à bien respecter la présentation suivante :

Nom (Initiale du prénom entre parenthèses), « titre de la publication », référence de la publication.

Il faut impérativement classer ses publications dans les catégories et sous-catégories énoncées

Il faut éviter tout doublon. Chaque publication ne doit être mentionnée qu'une seule fois.

I- Production de connaissances et activités concourant au rayonnement et à l'attractivité scientifique

1. Journaux / revues

- Articles scientifiques
- Nouveautés pour les SARL et les SA en matière de décisions collectives et participation des associés, *JCP N* 2018, Act. 301.
- Les conventions de *management fees* : où en est-on ?, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 120-124.
- Les titres – La diversification des valeurs mobilières, *in Regards sur l'évolution du droit des sociétés depuis la loi du 24 juillet 1966*, dir. I. Urbain-Parléani et P.-H. Conac, Dalloz, 2018, p. 231-252.
- Titres financiers non cotés : vers la ratification de l'« ordonnance blockchain », *JCP N* 2018, Act. 532.
- Projet de loi PACTE : les aspects intéressant le droit des affaires, *JCP N* 2018, Act. 598.
- Le projet PACTE et les titres financiers, *RTDF* 2/2018, p. 76-84.
- Solidarité de l'associé, personne physique d'une société consentant une garantie de passif : faut-il apposer les mentions manuscrites ? *Option Finance* 16 juil. 2018, p. 42-43.
- La propriété selon DEEP, *Edito, Solution notaire*, 19 juill. 2018.
- L'intérêt social, quel intérêt ?, *JCP N* 2018, Act. 670.
- Titres dématérialisés, vote dématérialisé, AG dématérialisées : démocratie démantelée ? (*Edito.*), *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 673.
- Enfin la blockchain !, *RTDF* 1/2019, p. 2-8.
- La loi « Pacte » est arrivée : qu'en retenir pour la pratique notariale ?, *JCP N* 2019, Act. 482.
- Le « paquebot » Pacte : Avant-propos au dossier, *JCP N* 2019, 1204.
- Les aspects de droit des sociétés dans la loi Pacte, *JCP N* 2019, 1205.
- Droit des sociétés : ce que modifie la loi du 19 juillet 2019, commentaire de la loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés, *JCP E* 2019, Etude 1263.
- Les délégations de l'assemblée générale dans les opérations de restructuration, *Rev. sociétés* 2019, p. 609-614.
- Suppression des énonciations obligatoires dans la cession de fonds de commerce : un oubli regrettable de la loi du 19 juillet 2019, *JCP N* 2019, act. 845.
- Les « reçus d'entreposage » : titres de propriété et non titres financiers, *RTDF* 2019/3, p. 39-44.
- La qualité de « société à mission » enfin opérationnelle, *JCP N* 2020, act. 128.
- Investissements étrangers : parution du décret, *JCP N* 2020, act. 154.

- Entrée en vigueur du dispositif d'identification des actionnaires, *RTDF* 2019/4, p. 47-54.
- Formalités de publicités légales intéressant les entreprises : modifications en série, *JCP N* 2020, act. 232.
- Coronavirus : une ordonnance au chevet des assemblées générales, *JCP N* 2020, Zoom, 341.
- Le droit des sociétés en période d'état d'urgence sanitaire, Commentaire de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 et du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020, *Rev. sociétés* 2020, p. 275-287.
- Le droit des sociétés derrière les masques (édito.), *BJS* mai 2020, p. 1.
- Les fonds de pérennité enfin sur les rails, *JCP N* 2020, Act. 473.
- Le fonds commun de titrisation, émetteur d'obligations : Qui peut le moins pourrait le plus ?, *Mélanges en l'honneur d'Alain Couret. Un juriste pluriel*, Ed. Francis Lefèvre, Dalloz, 2020, p. 743-756.
- Prorogation du dispositif dérogatoire gouvernant le fonctionnement des sociétés et entités de droit privé, *Rev. sociétés* 2021, p. 7-17.
- Les clauses réputées non écrites dans les baux commerciaux et la loi Pinel, *Solution Notaire Hebdo* 25 mars 2021, p. 14-17.
- Les baux commerciaux, malades de la Covid-19 ? (avec J. Delvallée), *JCP N* 9 Avril 2021, 1151.
- Délais de paiement dans les relations commerciales internationales (avec E. Flaicher), *BRDA* 11/21 inf. 21.
- Le droit des sociétés et la sortie de l'état d'urgence sanitaire, *Rev. sociétés* 2021, p. 415-419.
- Entreprise en difficulté : des changements, pas de bouleversements (avec J. Delvallée), *JCP N* 24 sept. 2021, Act. 886.
- Réforme du droit des entreprises en difficulté : un décret publié, *JCP N* 8 oct. 2021, Act. 917.
- Des missions des sociétés, *BJS* déc. 2021, Edito.
- Transposition de la directive « Covered Bonds », *RTDF* 2021/3, p. 59-63.
- Procédures collectives – La réforme des procédures collectives et la pratique notariale/ Avant-propos (avec J. Delvallée), *JCP N* 2022, 1009.
- Procédures collectives – La réforme des procédures collectives et la pratique notariale : la prévention des difficultés des entreprises (avec J. Delvallée), *JCP N* 2022, 1010.
- Procédures collectives – La réforme des procédures collectives et la pratique notariale : la nouvelle architecture de la sauvegarde et du redressement judiciaire (avec J. Delvallée), *JCP N* 2022, 1011.
- Procédures collectives – La réforme des procédures collectives et la pratique notariale : la mise en place de classes de parties affectées (avec J. Delvallée), *JCP N* 2022, 1012.
- Procédures collectives – La réforme des procédures collectives et la pratique notariale : la situation des créanciers (avec J. Delvallée), *JCP N* 2022, 1013.

- Procédures collectives – La réforme des procédures collectives et la pratique notariale : le droit à la seconde chance (avec J. Delvallée), JCP N 2022, 1014.
 - Clause réputée non écrite et imprescriptibilité de l'action, Solution notaire hebdo, 7 avril 2022, n° 12.
 - L'information légale à l'heure de l'open data, Option finance Innovation, 11 avr. 2022.
 - Sanctions contre la Russie : les effets potentiellement très larges du dispositif de gel des avoirs (avec B. Dondero), BRDA 8/22, n° 24.
 - Définition du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel, JCP N 6 mai 2022, act. 529.
 - Le statut d'entrepreneur individuel enfin opérationnel !, JCP N, 20 Mai 2022, act. 571.
 - L'information économique et juridique sur les entreprises : précisions réglementaires, JCP N, 29 juillet 2022, act. 768.
 - Identification des actionnaires et droits des actionnaires des sociétés cotées : dernière pierre de l'édifice, BJS oct. 2022, p. 55-68.
 - Société « partie » à un pacte d'associés ou pacte signé « en présence de la société », quelles différences ? (avec J. Delvallée), BRDA 15 nov. 2022, p. 20-23.
-
- Commentaires d'arrêts
 - Secret bancaire et mesure d'instruction *in futurum*, note ss. Cass. com. 29 nov. 2017, n° 16-22.060, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 109-114.
 - Publicité légale et droit des sociétés : le droit de savoir plus fort que le droit à l'effacement !, Commentaire ss. CJUE 9 mars 2017, Camera di Commercio c/ Salvatore Manni, *Rev. sociétés* 2018, p. 79-86.
 - Non-restitution d'un fonds loué à une société et donation indirecte à un associé : quand louer, c'est donner, note ss. Cass. 1^{re} civ., 24 janv. 2018, n° 17-13.017, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 191-195.
 - Portée probatoire limitée d'un ordre de mouvement pour trancher un conflit de propriété d'actions, note ss. CA Paris, 11 janvier 2018, n° 16/10056, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 274-280.
 - Révoquer un dirigeant qui souhaite quitter l'entreprise ne procède pas nécessairement d'un juste motif, note ss. CA Paris, pôle 05, Chambre 09, 7 déc. 2017, n° 16/01013, *Rev. sociétés* 2018, p. 315-319.
 - Nouvelle illustration de la prééminence de la procédure principale sur la procédure secondaire d'insolvabilité, note ss. Cass. com., 7 févr. 2018, n° 17-10.056, *Rev. sociétés* 2018, p. 396-402.
 - Devoir de loyauté des dirigeants et délégation de compétence en vue d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital, note ss. Cass. com., 16 mai 2018, n° 16-16.547, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 557-562.
 - Devoir de loyauté du dirigeant en cas de « simples pourparlers » avec un tiers acquéreur, note ss. Cass. com., 10 juill. 2018, n° 16-27.868, *Bull. Joly Sociétés* 2018, p. 634-638.
 - En matière de billet à ordre, deux dates ne valent pas mieux qu'une !, note ss. Cass. com., 3 oct. 2018, n° 17-20.525, *JCP N* 2018, Act. 909.

- Cruelles sociétés civiles professionnelles, note ss. Cass. 1^{re} civ., 11 juil. 2018, n° 17-17.441 (F-P+B), *Rev. sociétés* 2019, p. 52-56.
- Responsabilité des dirigeants et liquidateurs de sociétés commerciales : compétence des juridictions consulaires, note ss. Cass. com., 14 nov. 2018, n° 16-26.115, FS-PBI, *BJS* janv. 2019, p. 17-20.
- Des sociétés d'exercice libéral... peu libérales, note ss. Cass. 1^{re} civ., 12 déc. 2018, n° 17-12.467, FS-PB, *BJS* févr. 2019, p. 26-30.
- Conventions de management et SAS : quelques réponses ; beaucoup de questions, note ss. Cass. com., 12 déc. 2018, n° 16-15.217, F-D, *BJS* mars 2019, p. 23-27.
- Refus d'agrément dans une SCP notariale : quelle place pour l'abus ?, note ss. Cass. 1^{re} civ., 10 avr. 2019, n° 17-28.264, FS-PB, *BJS* juin 2019, p. 28-32.
- Pas de provision sur honoraires pour le représentant de la masse des porteurs de BSA, note ss. Cass. com., 7 mai 2019, n° 17-15.905, SA Latécoère, F-PB, *BJS* sept. 2019, p. 22-26.
- L'irréductible impuissance de la société absorbée, note ss. Cass. 2^e civ., 27 juin 2019, n° 18-18.449 (F-D), *Rev. sociétés* 2019, p. 736-742.
- Principe de personnalité des peines et fusion : la CEDH enfonce le clou !, note ss. CEDH, 1^{er} oct. 2019, n° 37858/14, Carrefour France, *BJS* déc. 2019, p. 29-36.
- Pas de dissolution par notification dans les sociétés en participation des professions libérales, note ss. Cass. 1^{re} civ., 27 nov. 2019, n° 18-21.207, F-PBI, *BJS* févr. 2020, p. 30-33.
- Registre du commerce et actes de procédure, note ss. Cass. com., 20 nov. 2019, n° 17-27.807 (F-D), *Rev. sociétés* 2020, p. 148-153.
- Dissolution-confusion : la « querelle » du point de départ de la date d'opposabilité aux tiers, note ss. Cass. com., 23 oct. 2019, n° 18-15.475, F-D, *Rev. sociétés* 2020, p. 218-223.
- L'acte de commerce ne fait pas le commerçant : enjeux procéduraux, note ss. Cass. com., 29 janv. 2020, n° 19-12.584, F-P+B, *BJS* avr. 2020, p. 23-27.
- Action en concurrence déloyale contre un dirigeant : prévalence du lien direct avec la gestion de la société, note ss. Cass. com., 18 déc. 2019, n° 18-17.364, *Rev. sociétés* 2020, p. 434-438.
- La radiation d'office de la société n'irradie pas sur son dirigeant, note ss. Cass. com., 4 mars 2020, n° 19-10.501, F-P+B, *Rev. sociétés* 2020, p. 484-488.
- Extension conventionnelle du statut des baux commerciaux et absence d'immatriculation de la société locataire, note ss. Cass. 3^e civ., 28 mai 2020, n° 19-15.001, FS-P+B+I, *Rev. sociétés* 2020, p. 537-541.
- La mise en réserve systématique des bénéfiques ne constitue pas, en elle-même, un abus de majorité, note ss. Cass. com., 10 juin 2020, n° 18-15.614, F-D, *BJS* oct. 2020, p. 19-22.
- Des conditions de recevabilité d'une requête devant le juge commis à la surveillance du RCS, note ss. Cass. com., 9 sept. 2020, n° 19-15.422, FS-P+B, *Rev. sociétés* 2020, p. 670-675.
- L'opposition à la fusion : où quand une faculté devient une obligation, note ss. Cass. com., 23 sept. 2020, n° 19-13.378, FS-P+B, *BJS* déc. 2020, p. 40-45.

- Fusion de sociétés : l'assureur de l'absorbante n'assure pas..., note ss. Cass. 3e civ., 26 nov. 2020, n° 9-17824, FS-PBI, *BJS* janv. 2021, p. 45-50.
- L'option de compétence du demandeur non-commerçant, note ss. Cass. com., 18 nov. 2020, n° 19-19.463 (FS-P+B), *Rev. sociétés* 2021, p. 165-169.
- Les plans de vigilance sous la surveillance des tribunaux de commerce, note ss. CA Versailles, 13^e-14^e ch. réunies, 10 déc. 2020, n° 20/01692, SA Total, *BJS* avril 2021, p. 25-29.
- La fraude corrompt tout... même les publicités légales, note ss. Cass. 3^e civ., 12 nov. 2020, n° 19-17.156, FS-P+B+I, *Rev. sociétés* 2021, p. 231-235.
- L'injonction de dépôt des comptes : un mécanisme imprescriptible ?, note ss. Cass. com., 3 mars 2021, n° 19-10.086, *BJS* mai 2021, p. 16-19.
- Clause de substitution : la libération du substituant peut être implicite, note ss. Cass. com., 27 mai 2021, n° 19-19.529, F-D, *BJS* sept. 2021, p. 11-14.
- Restriction nouvelle aux pouvoirs du juge désignant l'expert de l'article 1843-4 du Code civil, note ss. Cass. com., 7 juill. 2021, n° 19-23.699, FS-B, *BJS* oct. 2021, p. 4-8.
- Actions auto-détenues depuis plus d'un an : quelle est la marche à suivre ?, note ss. Cass. com., 12 mai 2021, n° 19-17.566 (F-P), *Rev. sociétés* 2021, p. 579-583.
- Contrat conclu avec une société en formation : une sévérité de bon aloi ?, note ss. Cass. com., 10 février 2021, n° 19-10.006 (F-P), *Rev. sociétés* 2021, p. 633-637.
- Nul n'est censé ignorer l'article L. 225-35, alinéa 4, du code de commerce !, note ss. Cass. com., 31 mars 2021, n° 19-13.974 (F-D), *Rev. sociétés* 2021, p. 705-708.
- Responsabilité du gérant de SARL déposant un brevet en son nom propre, note ss. Cass. com., 1^{er} déc. 2021, n° 19-25.905, F-D, *BJS* févr. 2022, p. 26-28.
- Plan de vigilance : que reste-t-il de la compétence exclusive des tribunaux de commerce ?, note ss. Cass. com., 15 déc. 2021, n° 21-11.882 (FS+B) et n° 21-11.883 (FS-D), *Rev. sociétés* 2022, p. 173-180.
- Un apport en nature rémunéré par des BSA ?, note ss. CA Paris, 5-9, 17 févr. 2022, n° 21/00370, *BJS* mai 2022, p. 51-54.
- Une figure originale : l'actionnaire exclu par ricochet, note ss. Cass. com., 10 nov. 2021, n° 19-17.983, F-D), *Rev. sociétés* 2022, p. 284-287.
- Action contre le dirigeant de fait d'une société commerciale : compétence du tribunal de commerce, note ss. Cass. com., 30 mars 2022, n° 20-11.776 (F+B), *Rev. sociétés* 2022, p. 430-434.
- Rupture brutale et comblement de passif : appréciation de la faute de la « victime », note ss. Cass. com. 13 avr. 2022, n° 20-20.137, *BJS* 7-8/2022, p. 35-37.
- SELARL : participer n'est pas voter, note ss. Cass. com., 21 avr. 2022, n° 20-20619 et 21-10.355, F-D, *BJS* oct. 2022, p. 24-28.
- Les contours flous de l'excès de pouvoir du juge ayant désigné un expert de l'article 1843-4 du code civil, note ss. Cass. com., 25 mai 2022, n° 20-18.307 (F+B), *Rev. sociétés* 2022, p. 534-538.
- Pacte d'actionnaires : clause de sortie conjointe et article 145 du Code de procédure civile, note ss. CA Paris, 1-2, 30 juin 2022, n° 21/22399, *BJS* nov. 2022, p. 11-13.
- L'annulation d'un appel public à l'épargne irrégulier, note ss. CA Versailles, 13^e ch., 14 juin 2022, n° 21/05865, n° 21/22399, *BJS* nov. 2022, p. 16-20.

- La vie privée des fondations d'entreprise..., note ss. CE, sect., 7 oct. 2022, n° 443826, BJS nov. 2022, p. 26-30.
- La revendication de la qualité d'associé : l'article 1832-2 du code civil n'a pas livré tous ses mystères, note ss. Cass. com., 21 sept. 2022, n° 19-26.203 (FS+B), *Rev. sociétés* 2023, p. 35-40.
- La société absorbante a qualité pour agir contre un débiteur de l'absorbée dès la réalisation définitive de l'opération, note ss. Cass. com., 30 nov. 2022, F-B, n° 20-19.184, Dalloz actualité 9 janvier 2023.
- Perte du bénéfice de subrogation et nantissement de compte-titres : une protection excessive ?, note ss. Cass. com., 30 nov. 2022, n° 20-23.554, F-B, BJS févr. 2023, p. 18-22.
- Compléter les statuts mais sans y déroger : l'art délicat des actes extrastatutaires dans la SAS, note ss. Cass. com., 12 oct. 2022, n° 21-15.382 (F-B), *Rev. sociétés* 2023, p. 92-97.
- L'action en injonction de l'article L. 123-5-1 du Code de commerce échappe à la prescription de droit commun, note ss. Cass. com., 25 janv. 2023, n° 21-17.592, B, JCP G, 13 février 2023, act. 202.

2. Ouvrages

-
- Chapitres d'ouvrage
- *Droit financier*, Précis Dalloz, 3^e éd., sept. 2019 (ouvrage collectif sous la dir. des Prof. A. Couret et H. Le Nabasque).
- Droit et pratique des baux commerciaux, coll. Dalloz Action, 6^e éd., 2020/2021, nov. 2020, rédac. Partie 7 « Fonds de commerce ».
- Fasc. 820 : Conditions d'exercice de l'activité commerciale. – Obligations d'immatriculation, comptables, bancaires et fiscales, *J.-Cl. Entreprise individuelle*, 18 janv. 2021.